

« Depuis des décennies, [...] la tentation française par excellence a été celle du dirigisme d'État. Qu'il s'agisse de l'économie ou de l'éducation, de la culture ou de la recherche, [...] c'est toujours vers l'État que s'est tourné le citoyen pour demander idées et subsides. Peu à peu s'est ainsi construite une société administrée, et même collectivisée, où le pouvoir est concentré dans les mains d'experts formés à la gestion des grandes organisations. Ce système de gouvernement n'est pas dénué de qualités : [...] il se concilie parfaitement avec le besoin de sécurité qui s'incarne dans l'État-providence. Mais il présente deux défauts rédhibitoires : il se détruit lui-même par obésité ; et surtout, il menace d'amoinrir les libertés individuelles.

Les Français ont compris les dangers du dirigisme étatique et n'en veulent plus. [...] Il faut aller vers les valeurs qui nous ouvrent l'avenir [...] : liberté, création, responsabilité. [...] D'une part, les grands équilibres, doivent être établis [...] ; à cette fin, la politique monétaire fera preuve de rigueur, les dépenses et les déficits publics seront sévèrement comprimés[...] D'autre part, l'économie française a besoin d'un supplément de liberté [...] ; trois libertés fondamentales pour le bon fonctionnement des entreprises leur seront rapidement garanties : liberté de fixer les prix, liberté de commercer avec l'étranger sans contrôle, plus grande liberté dans la gestion des effectifs en vue d'éliminer les entraves à l'emploi. [...] La liste des entreprises qui pourront être privatisées dans les cinq prochaines années sera clairement indiquée. »

Présentation du document :

type de document : un discours politique, une présentation générale de la politique qui sera menée par l'auteur du discours...

Destinataires : les députés, mais aussi la nation...

contexte : victoire de la droite aux législatives, première cohabitation de la Vème, mais aussi crise économique qui dure et que la gauche au pouvoir n'a pu solutionner.

Auteur : Jacques Chirac, ancien premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, chef de la droite depuis la défaite de celui-ci en 1981 face à François Mitterrand.

La conception de l'Etat que J. Chirac critique ?

- Le dirigisme d'Etat
- Une société administrée et même collectivisée
- Un pouvoir concentré dans les mains des experts
- Un système [...] qui se concilie avec [...] l'Etat-providence.

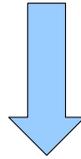
1) La conception de l'Etat que J. Chirac critique ?

- Depuis des décennies... le dirigisme d'Etat
- Une société administrée et même collectivisée
- Un pouvoir concentré dans les mains des experts
- Un système [...] qui se concilie avec [...] l'Etat-providence.

Nécessité d'apporter des connaissances
pour expliquer !!! sinon paraphase !!!

La conception de l'Etat que J. Chirac critique ?

Depuis des décennies... le dirigisme d'Etat.



Mise en place à la libération d'un Etat fort, pour
contrôler économie : planification,
nationalisations, redistribution par le biais de
l'Etat providence...

La conception de l'Etat que J. Chirac critique ?
Depuis des décennies... le dirigisme d'Etat.



Mise en place à la libération d'un Etat fort, pour
contrôler économie : planification,
nationalisations, redistribution par le biais de
l'Etat providence...



Volonté de réguler économie après crise de 29,
crise du capitalisme rendue responsable
montée extrémismes

Une société administrée et même collectivisée

Importance grandissante de l'Etat qui légifère dans de nombreux domaines, qui s'occupe de tout d'après J. Chirac : intervention dans « l'économie, l'éducation, la culture ou la recherche ». Par exemple création du ministère de la culture en 1958, intervention de l'Etat par création des maisons de la culture.... Poids du secteur public très important, d'où le terme de collectivisée.

Un pouvoir concentré dans les mains des experts



Allusion aux énarques, c'est-à-dire à ces fonctionnaires qui sont passés par l'ENA, école nationale d'administration créée en 1945 pour former les hauts fonctionnaires. Enarques qui passent du public au privé, qui sont de plus en plus nombreux dans le personnel politique et qui constituent un groupe qui exerce de plus en plus le pouvoir.

- Un système [...] qui se concilie avec [...] l'Etat-providence.



- En 1945, l'intervention de l'Etat dans l'économie est allée de pair avec la volonté de lutter contre les inégalités sociales et celle d'instaurer des conditions de vie dignes aux plus fragiles. D'où création de la sécurité sociale, d'un premier système de retraite....

2) Que reproche J. Chirac à cette conception de l'Etat ?

Deux défauts rédhibitoires : il se détruit lui-même par obésité ; et surtout il menace d'amoindrir les libertés individuelles.

Il faut absolument expliquer à quoi J. Chirac fait allusion !!!

il se détruit lui-même par obésité

- L'augmentation des missions de l'Etat conduit à une augmentation du nombre des fonctionnaires
- La crise économique commencée dans les années 70 conduit à un alourdissement des dépenses sociales (allocations chômage par exemple) et à une diminution des rentrées, des cotisations (du fait du chômage justement).
- D'où une augmentation des prélèvements obligatoires, un Etat trop « lourd » qui pèse trop sur les ménages et les entreprises.

... il menace d'amoindrir les libertés individuelles.



- Par son poids, il empêche toute initiative selon J. Chirac
- Il irait donc à l'encontre d'une liberté individuelle, celle de la liberté d'entreprendre !!!
- J. Chirac sous entend aussi que cet Etat encadre trop les individus, qu'il les réduit à un statut d'assistés...

3) Que propose J. Chirac ?

Il faut aller vers les valeurs qui nous ouvrent l'avenir [...] : liberté, création, responsabilité. [...]

la politique monétaire fera preuve de rigueur, les dépenses et les déficits publics seront sévèrement comprimés[...]

D'autre part, l'économie française a besoin d'un supplément de liberté [...]

La liste des entreprises qui pourront être privatisées dans les cinq prochaines années sera clairement indiquée. »

Une fois les informations relevées, commentez à l'aide de vos connaissances.

3) Que propose J. Chirac ?

Il faut aller vers les valeurs qui nous ouvrent l'avenir [...] : liberté, création, responsabilité. [...]

Changement de paradigme : l'avenir doit être construit par chacun, fin de « l'assistanat » * et place à la responsabilité individuelle, chacun est libre de ses choix et doit en assumer les conséquences... La solution de la crise, des difficultés, du chômage, de la pauvreté doit passer par une prise en charge individuelle : créer sa propre entreprise, créer de la richesse, être responsable de son destin..... *Il s'agit des valeurs propres à l'idéologie libérale qui pose comme principe la régulation par la loi du marché ***

** guillemets car il s'agit d'une citation et que reprendre les termes de l'auteur sans les mettre à distance revient à adopter son point de vue, à le présenter comme une vérité. Or vous faites un commentaire, vous ne devez pas prendre parti.*

*** Une variation de couleur pour vous indiquer qu'il faut expliquer en décryptant, puis caractériser à l'aide de notions générales.*

la politique monétaire fera preuve de rigueur, les dépenses et les déficits publics seront sévèrement comprimés[...]

- L'objectif de J. Chirac est de revenir à un équilibre des comptes publics, c'est-à-dire l'Etat mais aussi les organismes de solidarité comme la sécurité sociale, les retraites, les allocations chômage.
- Cela signifie une diminution des dépenses, et donc des versements effectués vers les Français qui doivent se « responsabiliser » : prendre en charge une partie de leurs dépenses santé par ex....
- Il s'agit de politiques monétaristes qualifiées de « politique de rigueur ». On retrouve ici une conception traditionnelle du libéralisme qui met l'accent sur l'équilibre budgétaire et la défense de la monnaie.

D'autre part, l'économie française a besoin d'un supplément de liberté [...] ;
trois libertés fondamentales pour le bon fonctionnement des entreprises leur
seront rapidement garanties : liberté de fixer les prix, liberté de commercer avec
l'étranger sans contrôle, plus grande liberté dans la gestion des effectifs en vue
d'éliminer les entraves à l'emploi. [...]



- J. Chirac conclut sur sa conception du fonctionnement de l'économie. Il affirme l'importance de la liberté pour les entreprises : liberté des prix, de commerce, de gestion des effectifs. Il fait ici allusion à l'autorisation administrative de licenciement. Pour lui, il s'agit d'une entrave à l'embauche. Ayant peur de ne pas pouvoir licencier en cas de besoin, les chefs d'entreprise hésiteraient à embaucher quelqu'un. Ainsi pour J. Chirac, les règles, les contrôles, l'intervention de l'Etat qui perturberait les lois du marché serait responsable de la persistance du chômage

Le rappel de l'auteur, mais aussi la conjugaison, ici un conditionnel vous permettent de prendre de la distance, de montrer que vous analysez sans prendre parti

La liste des entreprises qui pourront être privatisées dans les cinq prochaines années sera clairement indiquée. »

- Enfin J. Chirac termine sur une mesure forte, symbolique, le retour au privé d'entreprises qui avaient été nationalisées. Sous sa présidence, ces privatisations furent en effet très nombreuses : Saint-Gobain, Paribas, désengagement de TF1, Société générale, Havas, Suez.... J. Chirac veut en finir avec l'Etat patron qui avait été édifié depuis les années 30 et surtout depuis la libération....

Enfin réponse à la question de départ :

- Un discours de rupture par rapport à la période précédente : remise en question radicale de la conception keynésienne de l'Etat, forgée pendant la crise de 29 et la seconde guerre mondiale...
- Un discours qui s'inscrit dans un mouvement de fond, commencé aux EU avec les penseurs néolibéraux comme Milton Friedman (les chicago boy's), incarné par R. Reagan président des EU de 1981 à 1989 et par Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume Uni de 1979 à 1990.

- Un discours qui reprend les grandes orientations du néolibéralisme :
 - foi dans la régulation par les forces du marché
 - politique monétariste de lutte contre inflation
 - volonté de réduire Etat-providence et Etat dirigiste. Politique de dérégulation, privatisations, lutte contre pouvoir syndical, réforme de l'Etat (New public management)...